



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

VINGT-SEPTIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

La Havane (Cuba), 22 - 26 avril 2002

ALLOCUTION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

C'est un honneur et un grand plaisir pour moi de me retrouver une fois encore parmi les hauts responsables du secteur agricole de l'Amérique latine et des Caraïbes pour participer à cette vingt-septième Conférence régionale. Permettez-moi d'exprimer tout d'abord, au nom de l'Organisation et de son personnel, et j'en suis sûr, au nom des délégués et des observateurs, notre profonde reconnaissance au gouvernement et au peuple cubains qui ont invité la Conférence régionale dans cette splendide ville, riche en histoire et en valeurs culturelles. Le chaleureux accueil qui nous a été réservé, les installations fournies et les excellentes dispositions prises pour cette Conférence témoignent du sens de l'hospitalité bien connu de Cuba.

La présente Conférence régionale a lieu dans un contexte économique, social et politique mondial en pleine transformation, qui a de vastes répercussions en Amérique latine et dans les Caraïbes.

La Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) tenue à Doha en novembre dernier a établi un cadre propice à l'examen des conditions dans lesquelles s'effectuent les échanges internationaux de produits agricoles en vue de les rendre plus équitables. Au cours des prochaines années, la mondialisation et la libéralisation des échanges de produits agricoles, les mouvements de capitaux et les transferts de technologie devraient avoir pour effet, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, d'améliorer les conditions de vie des populations. En matière d'agriculture notamment, il est indispensable que le nouveau cycle de négociations mené sous l'égide de l'OMC facilite la participation des pays en développement à un commerce international plus équitable. La FAO continuera pour sa part à mettre à la disposition de ses membres les analyses et l'information nécessaires pour renforcer les compétences techniques des participants aux négociations relatives au commerce des produits agricoles.

Ces deux dernières années, le secteur agricole, pilier de l'économie des régions les plus pauvres, qui emploie plus de 70 pour cent de la population économiquement active dans les pays

les moins avancés (PMA), n'a guère progressé. Le taux de croissance annuel de la production agricole mondiale est tombé à son niveau le plus faible depuis 1993.

La production céréalière mondiale a augmenté en 2001 pour s'établir à 1 885 millions de tonnes, soit une hausse de 1,3 pour cent par rapport à l'année précédente. Cette hausse s'explique par l'augmentation de la production dans les pays de la CEI et dans plusieurs pays d'Amérique latine. En revanche, la production a baissé dans divers pays d'Asie.

L'utilisation mondiale de céréales en 2001/2002 devrait dépasser la production pour la troisième année consécutive et entraîner d'importants prélèvements sur les stocks mondiaux. Selon les prévisions, les utilisations mondiales de céréales devraient atteindre 1 941 millions de tonnes, soit une hausse de 1,5 pour cent par rapport à la précédente campagne agricole.

On notera toutefois que les principaux exportateurs de céréales ont de vastes disponibilités et sont en mesure d'accroître sensiblement leur production alimentaire. Par ailleurs, il convient de noter que la production vivrière des pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) reste inférieure aux besoins et, que ces pays n'ont guère les moyens financiers de compenser ce manque par des importations.

Entre-temps, les cours des produits agricoles ont continué à chuter. Les cours des céréales ont enregistré une baisse cumulative de 29 pour cent au cours des cinq dernières années. Les cours mondiaux des matières grasses, calculés sur la base de l'indice des prix de la FAO, ont baissé en tout de 47 pour cent au cours des cinq dernières campagnes, bien qu'ils amorcent actuellement une reprise.

Le monde compte encore 815 millions de personnes souffrant de malnutrition chronique, dont 777 millions vivent dans des pays en développement, 27 millions dans des pays en transition et 11 millions dans des pays industrialisés. Les améliorations enregistrées dans certains pays et dans certaines régions du monde en développement, notamment en Asie de l'Est, sont malheureusement neutralisées par l'aggravation de la situation dans d'autres régions, notamment en Afrique subsaharienne, en Amérique centrale et dans les Caraïbes.

L'écart entre la production et les besoins dans les régions à déficit vivrier continuera à s'élargir tant qu'un gros effort d'investissement rural n'aura pas été fait pour créer des emplois et améliorer les revenus, la productivité et la production. Tant que la faim et la malnutrition régneront, il sera difficile, voire impossible, d'obtenir des résultats sensibles et durables dans d'autres domaines essentiels de la lutte contre la pauvreté, comme la santé et l'éducation.

Les pénuries alimentaires dues à des catastrophes naturelles persistent dans de nombreux pays. En septembre 2001, des crises alimentaires sévissaient dans 34 pays, touchant 62 millions de personnes.

Toutefois, les données indiquent que leur fréquence relative a évolué au cours des trente dernières années. Si dans les années 70 et 80 les crises alimentaires étaient essentiellement dues à des catastrophes naturelles, ces dernières années elles sont, dans la moitié des cas, d'origine humaine.

Le rôle de la FAO dans un tel contexte est plus important que jamais, puisque l'Organisation doit, notamment, évaluer la situation alimentaire et agricole, déterminer les besoins d'aide alimentaire et informer la communauté internationale grâce au Système mondial d'information et d'alerte rapide, qui travaille notamment avec le Programme alimentaire mondial.

La viabilité à long terme de l'agriculture intensive telle qu'elle est pratiquée dans les pays développés suscite des préoccupations et pose des problèmes. Les épidémies d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et de fièvre aphteuse, la salmonellose et les infections *E. coli* mutant résistant aux médicaments ont modifié l'idée que se font les consommateurs des conséquences des efforts faits pour intensifier la production à tout prix, afin d'améliorer les rendements et de réduire les coûts.

Ailleurs, la modification génétique des cultures vivrières et des animaux d'élevage suscite une féroce controverse. Si les OGM ne sont pas indispensables aujourd'hui pour atteindre les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation de 1996, ils offrent un grand potentiel pour nourrir une population mondiale en expansion. Leur développement et leurs applications méritent donc d'être étudiés et suivis sur le plan scientifique et dans un cadre international, pour pouvoir tirer parti des aspects positifs des OGM, tout en évitant d'éventuels effets négatifs sur la santé des êtres humains ou sur l'environnement.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Bien que l'agriculture ne représente que 7,3 pour cent de la production économique de la région Amérique latine et Caraïbes, son importance stratégique pour le bien-être économique et social des pays et de leurs populations est considérable.

L'agriculture demeure la principale activité économique des zones rurales et a de ce fait un impact direct sur les possibilités de relever les défis socio-économiques qui prévalent dans les campagnes. En même temps, le développement agricole est un moteur de croissance pour d'autres sphères économiques.

Depuis une dizaine d'années, la croissance du secteur agricole de la région reste faible et irrégulière; elle était, en 2000, de 2,7 pour cent, soit un fléchissement de 1,5 pour cent par rapport à 1999.

La population active engagée dans l'agriculture, s'est maintenue à un peu moins de 44 millions de personnes, alors que la productivité du secteur augmentait de 29 pour cent entre 1990 et 2000, se rapprochant ainsi de celle des autres secteurs.

Au cours des dix dernières années, la croissance plus rapide de l'élevage, par rapport à la production végétale, a nivelé la contribution des deux secteurs, les cultures assurant 53 pour cent du PIB agricole et les produits d'origine animale, 47 pour cent.

Les forêts d'Amérique latine et des Caraïbes représentent 24,7 pour cent du total mondial. La contribution du secteur forestier à l'économie de l'Amérique latine et des Caraïbes était de plus de 26 milliards de dollars É.-U. en 2000, mais, ce secteur pourrait être géré de façon plus durable vu le taux annuel élevé de déforestation.

Les captures de l'Amérique latine et des Caraïbes sont d'environ 20 millions de tonnes, soit 20 pour cent du total mondial.

Les captures se sont développées jusqu'en 1994, puis ont donné des signes de déclin.

Pour les ressources halieutiques les plus importantes, on a atteint le niveau d'exploitation maximale et des phénomènes climatiques récurrents ont affecté la région.

L'aquaculture tend à se développer: de 100 000 tonnes en 1986, on est passé à près de 900 000 tonnes en 2000 et il est probable que la production continuera à augmenter dans les prochaines années, quoiqu'à un rythme inférieur, en raison principalement de l'apparition de maladies et d'ajustements apportés à la production en fonction de la demande réelle du marché.

Le taux de pauvreté demeure élevé et l'incidence de la malnutrition reste identique à ce qu'elle était il y a vingt ans. En 1999, les pauvres représentaient 44 pour cent de la population totale de la région, dont 18,5 pour cent appartenant à la catégorie des personnes les plus démunies.

Actuellement, 211 millions de personnes vivent dans la pauvreté en Amérique latine et dans les Caraïbes, soit 11 millions de plus qu'en 1990.

Seul le Cône Sud a enregistré ces dernières années une baisse du nombre de personnes sous-alimentées, qui est passé de 42 millions à 33 millions. En revanche, en Amérique centrale, la

proportion de personnes sous-alimentées est passée, ces dernières années, de 17 pour cent à 19 pour cent de la population. Dans les Caraïbes, le nombre de personnes sous-alimentées est passé de 26 pour cent à 28 pour cent.

La présente Conférence régionale doit examiner plusieurs questions clés relatives à la sécurité alimentaire, à la gestion durable des ressources naturelles, à la formation d'alliances pour la production, aux effets des subventions et des restrictions commerciales sur la production agricole et halieutique et à la préparation au niveau régional du *Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après*, qui se tiendra en juin de cette année.

Ce sera également une occasion importante d'examiner l'évolution des approches traditionnelles du développement rural, à la lumière des réformes économiques entreprises au cours des vingt dernières années par la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Les changements structurels ont mis la plupart des agriculteurs et des forestiers de la région dans une situation critique en bridant leur compétitivité et en compromettant leur survie sur des marchés où le facteur essentiel est la compétitivité des résultats obtenus.

Il faut donc engager une réflexion sur les éléments nécessaires pour introduire une réforme institutionnelle dans ce nouveau contexte.

Lors de précédentes conférences régionales, les États Membres ont aussi recommandé certaines priorités.

La première d'entre elles est la sécurité alimentaire, conformément aux objectifs fixés lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996. Elle englobe trois grands domaines: l'accroissement de la production alimentaire; l'accès équitable de tous à la nourriture; la stabilité des approvisionnements.

À cet égard, j'aimerais souligner que, bien que le Programme spécial pour la sécurité alimentaire (PSSA) soit surtout axé sur les pays à faible revenu et à déficit vivrier, la stratégie de développement inhérente à ce programme est tout aussi valable pour les pays en développement parvenus à un stade intermédiaire. Ainsi, le Venezuela, la République dominicaine et le Mexique ont décidé de participer au PSSA avec leurs propres moyens financiers, témoignant ainsi de la validité de la stratégie du PSSA pour tous les pays en développement.

La deuxième priorité concerne le commerce international des produits agricoles et vise à aider les pays de la région à tirer profit de l'Accord sur l'agriculture qui, pour la première fois, inclut les produits agricoles de base dans les négociations commerciales multilatérales. La FAO fournit une aide pour promouvoir la capacité de négociation des gouvernements afin qu'ils puissent participer aux négociations commerciales régionales, sous-régionales et multilatérales dans les meilleures conditions possibles. Un autre programme en cours important à cet égard est l'assistance technique en matière de sécurité sanitaire des aliments et le renforcement des comités nationaux du Codex Alimentarius d'Amérique centrale et du Panama.

La troisième priorité – la gestion durable des ressources naturelles – revêt une importance vitale pour la région Amérique latine et Caraïbes, où la dégradation rapide de l'environnement détruit une grande partie du potentiel et entraîne de fortes dépenses de remise en état. À cet effet, la FAO fournit une assistance technique pour promouvoir des pratiques agricoles de conservation auprès des ménages de petits agriculteurs et encourage la création d'unités pour planifier l'utilisation et la gestion des ressources naturelles dans les micro bassins versants.

En ce qui concerne le développement rural – la quatrième priorité – la FAO fournit une assistance technique pour la mise en œuvre de réformes institutionnelles, avec des projets de dépenses publiques, de réforme des administrations locales et de partenariats de production.

Monsieur le Président,

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Cinq ans après le Sommet mondial de l'alimentation de 1996, la diminution du nombre de personnes sous alimentées dans la région n'est pas suffisamment rapide pour qu'une réduction de moitié du nombre de personnes sous alimentées puisse être obtenue avant 2015. Au rythme actuel, en 2015, il y aura encore 45 millions de personnes qui souffriront de sous alimentation chronique dans la région, contre un objectif de 29 millions.

C'est pourquoi, les organes directeurs ont décidé d'inviter les chefs d'État et de gouvernement à se réunir une fois encore pour le *Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après*, qui se tiendra à Rome du 10 au 13 juin 2002. Il importe de renforcer et de coordonner la volonté politique et de mobiliser des ressources suffisantes, proportionnées à l'objectif fixé. Il faudra donc instituer des alliances stratégiques et concevoir des mécanismes et des mesures d'incitation appropriés au service de deux grands objectifs:

- renforcer la volonté politique par des alliances pour la sécurité alimentaire et le développement rural qui englobent tous les secteurs de la société: les gouvernements, le secteur privé et les organisations de la société civile;
- mobiliser des fonds privés et publics à l'appui du développement agricole et rural afin d'inverser la tendance négative de l'aide extérieure bilatérale au développement, qui a chuté de 43 pour cent en termes réels entre 1990 et 1999, et de la part du portefeuille assurée par la Banque mondiale et les institutions financières régionales qui a diminué de 40 pour cent pendant la même période.

La FAO a donc créé l'an dernier un fonds spécial pour la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire des aliments. Ce fonds est destiné à jouer un rôle catalytique en vue d'accroître l'investissement dans l'agriculture et le développement rural grâce à des projets pilotes de production vivrière et de création de revenus dans des communautés rurales pauvres, notamment:

- des programmes d'éradication des organismes nuisibles et des maladies transfrontières des animaux et des plantes;
- des transferts de technologie, grâce notamment à la Coopération Sud-Sud;
- le renforcement des capacités en matière d'études de faisabilité portant sur des projets susceptibles de bénéficier d'un financement bancaire.

Le fonds spécial a réussi à mobiliser à ce jour 20 pour cent de la contribution volontaire cible de 500 millions de dollars E.-U.

Tous les pays, qu'ils soient développés ou en développement, sont invités à contribuer à ce fonds en fonction bien sûr de leurs moyens et de leurs engagements politiques, de façon que ce fonds soit véritablement universel.

Le *Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après* est une réunion capitale tenue au plus haut niveau pour consolider la volonté politique et mobiliser concrètement des ressources. La participation personnelle des chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, exprimant au niveau politique le plus élevé le point de vue d'une des régions agricoles les plus importantes au monde, est fondamentale. Je me fais une joie de les accueillir à Rome en juin. Je suis convaincu que cette Conférence régionale communiquera des observations intéressantes au prochain Sommet et contribuera grandement à lui donner l'impulsion politique nécessaire à son succès.

Je vous remercie.